



Les Balkans en traduction : le nouveau défi de l'École albanaise de la traduction et de l'interprétation

Mirela KUMBARO
Université de Tirana, Albanie

La page d'histoire que nous vivons dans la région des Balkans depuis quelques années a changé entièrement le tableau de la profession de la traduction. Surtout la période qui a suivi la dernière guerre a engendré la création de nouveaux marchés et l'intensification des relations politiques, économiques et sociales non seulement entre l'Albanie et les autres pays, mais surtout entre l'albanais et les autres langues ce qui géographiquement parlant implique plusieurs pays, à savoir l'Albanie, le Kosovo, la Macédoine et le Monténégro, où l'albanais est reconnu comme langue officielle.

Les nouvelles réalités politiques, économiques, sociales des Balkans, dans un esprit de multilinguisme et de diversité culturelle, ont créé une dépendance à la traduction et à l'interprétation des langues régionales et mondiales, condition *sine qua non* à un fonctionnement normal de la vie publique.

Au-delà de la période actuelle, les défis de l'intégration européenne et le développement des relations internationales ajoutent encore au besoin pressant de services professionnels de traduction et d'interprétation dans cette période de transformation de la région et de construction d'un nouvel avenir régional, européen et mondial.

Cependant, peu de traducteurs et d'interprètes en exercice ont bénéficié d'une formation convenable. La connaissance d'une langue étrangère les a incités à accepter de traduire, sans réelle conscience de ce qu'est cette profession et sans connaissance de ses exigences.

Dans ce contexte, l'Université de Tirana, plus spécifiquement la Faculté des Langues étrangères a pris conscience de la nécessité d'un projet de formation en traduction et interprétation professionnelle. Ceci est d'autant plus évident que de nombreuses institutions et organisations ont exprimé leur souhait de voir exister un tel programme, formant des professionnels indispensables à leurs activités, tel que le Conseil de l'Europe dont l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro sont déjà membres et Kosovo qui le sera probablement dans l'avenir; le Parlement européen et la Commission européenne avec lesquels les quatre pays ont des relations régulières dans le cadre des rapports que l'UE a établis avec les Balkans occidentaux; le PNUD qui s'est installé dans la région et réalise de nombreux programmes de développement, sans parler du multilinguisme des pays multiethniques comme Kosovo, Macédoine et Monténégro ou toute communication passe forcément par la traduction et l'interprétation.

Pour vous faire comprendre cette évolution du marché de travail de la traduction et de l'interprétation de la langue albanaise et par conséquent le grand défi de notre école, permettez-moi de vous faire un bref aperçu historique de l'évolution de la profession pour chacun des pays où cette langue est un moyen de communication.

Albanie

À l'époque de la guerre froide, où l'Albanie se terrait au fond des Balkans sans faire parler d'elle ni de sa dictature, le pays avait été converti en une grande prison non seulement pour ses citoyens, mais aussi pour leur propre pensée. Celle-ci avait perdu avec le temps la

capacité de s'extérioriser. La communication entre les gens n'était pas un moment privilégié, les relations internationales, inexistant. En raison de la censure politique, l'allégorie est devenue la forme privilégiée de la communication encourageant ainsi plutôt la traduction intralinguale du sens, pour reprendre ainsi l'appellation de Jakobson.

Jusqu'en 1960, la coopération politique, économique et culturelle avec l'Union Soviétique a créé cependant un terrain qui prêtait à la communication interlinguale, mais ces échanges étaient surtout réalisés directement en russe grâce à la scolarisation d'un grand nombre d'experts albanais dans les pays du camp soviétique. D'autre part, les spécialistes des langues occidentales ont été dénigrés, traités d'ennemis pour les avoir apprises.

Plus tard, le long isolement qui a commencé dans la deuxième moitié des années 1960 et l'extrême rigidité de la Révolution culturelle développée sur le modèle chinois, ont anéanti toute forme de communication internationale. Les quelques délégations étrangères dites « marxistes-léninistes » qui se rendaient en Albanie pour rencontrer les leaders politiques de l'époque ne donnaient lieu qu'à une forme tout à fait embryonnaire de l'interprétation. Les échanges étaient court, en langue de bois, le vocabulaire étant très pauvre et la syntaxe strictement contrôlée. Par ailleurs, les interlocuteurs aussi bien que les interprètes parlaient sous la pression d'une censure extrême et d'une autocensure obligée, caractéristiques de tout contact avec des étrangers. Il fallait donc traduire phrase par phrase, si possible groupe de mots par groupe de mots, et non-pas par unité de sens; il fallait donc être servilement fidèle, faire une traduction linguistique et non pas interprétative. Évidemment, ces crispations de la communication n'avaient rien à voir avec l'interprétation de conférence telle qu'on l'entend aujourd'hui.

Quant aux traductions écrites, ce n'était qu'en littérature qu'elles pouvaient survivre. Et encore... il suffit de vous dire que presque tous les auteurs du XX^e siècle étaient interdits et que

seuls les classiques et les écrivains du XIX^e siècle, dont les plus privilégiés étaient un certain nombre d'écrivains français en raison de la formation francophone du dictateur, étaient publiés. Il va sans dire que ces traductions passaient également par le filtre obligé de la censure qui se permettait même de mutiler l'œuvre originale.

Une autre forme de traduction écrite était celle des œuvres du dictateur en langue étrangère, en français en premier lieu, afin de servir ses délires pour diffuser l'expérience communiste de l'Albanie partout dans ce monde qui « souffrait sous le joug capitaliste » et « pour l'éclairer »... Ces traductions remplissaient cyniquement les rayons des librairies et de nos bibliothèques.

À la fin des années 1980, après la mort du dictateur, le régime était toujours là, mais une agence publique de tourisme a commencé petit à petit à ouvrir la porte à des groupes de touristes étrangers organisés par les Associations d'amitié qui étaient en bons termes avec le pouvoir politique. Des connaisseurs du français et de l'anglais qui sortaient de la Faculté des Langues étrangères ont été engagés comme guides pour les accompagner lors de leurs déplacements en Albanie. Il va de soi que ces voyages étaient entièrement contrôlés et surveillés par la police secrète. Les guides en question travaillaient sous pression faisant bien attention aux mots et aux gestes qu'ils employaient dans la communication avec ces touristes. Certainement cette forme d'interprétation s'approchait beaucoup plus de la profession, même si elle se développait sous une forme simple, rudimentaire et dans le plus grand dilettantisme.

Jusque là tous les étudiants en langues obtenaient sans différence aucune le même diplôme d'« enseignant de langue pour le secondaire ».

Après la chute du Rideau de fer en 1990, la communication fut primordiale pour les premiers détenus qui se pressèrent de sortir de la prison de la dictature. Car la parole n'est pas

qu'une expression linguistique et symbolique de la réalité. Elle est une partie même de cette réalité.

Le bouleversement était total. Au-delà des traumatismes, il a aussi provoqué des changements radicaux dans la structure même de la pensée, de son expression et par conséquent, de la communication.

Il ne pouvait en être autrement, compte tenu des immenses efforts de tous les maillons de la société albanaise pour installer les libertés civiles, pour établir des institutions politiques et démocratiques, reformuler de façon libérale les relations économiques, faire circuler librement des cultures, des idées, construire ce qu'on appelle « une société ouverte », selon la terminologie libérale de Karl Popper. Une société ouverte fait tomber les murs politiques tels ceux qui avaient séparé l'Albanie du reste du monde. Une société ouverte démonte les instruments d'oppression qui isolent les peuples, les cultures et les marchés de notre planète.

En 1994 l'Albanie est devenue membre du Conseil de l'Europe, par la suite elle a rejoint plusieurs organismes internationaux en développant plusieurs programmes et projets de coopération, d'assistance et de développement avec les unités de l'ONU, la Banque Mondiale, le FMI, l'Union Européenne, etc. Eh bien, tout cela n'est possible entre autres que grâce à une intensive communication passant par les traductions et les interprétations.

L'entrée en vigueur de l'Accord d'Association et de Stabilisation en 2006, comme étape préliminaire de l'adhésion de l'Albanie à l'Union Européenne, a confirmé officiellement le grand volume du travail en matière de traduction et d'interprétation.

Dans le Bulletin du Ministère de l'Intégration Européenne il est clairement dit que « La traduction de l'acquis communautaire en langue albanaise a un double objectif :

- Premièrement, elle constitue l'une des conditions de l'adhésion à l'UE

- Deuxièmement, cela aide au rapprochement de la législation nationale de l'acquis communautaire.

Jusqu'à ce jour, l'ensemble de l'acquis communautaire qui fait objet de traduction en langue albanaise est de 95 000 pages ».

Ce n'est qu'un petit exemple de l'énorme volume du travail en matière de traduction.

Kosovo

Le Kosovo a traditionnellement constitué un milieu multilingue au sein duquel les besoins de traduction et d'interprétation ont toujours été présents. À l'époque de la Fédération yougoslave, ces besoins étaient en grande partie couverts par des traductions du/vers le serbo-croate et ce qu'on appelait « les langues environnantes ». Ces langues étaient enseignées à l'école dans le cadre des programmes scolaires. L'information dans tous les domaines, la littérature et les ouvrages de tout genre était diffusée du Kosovo soit en serbo-croate – langue parlée par une grande majorité d'Albanais – soit dans une retraduction à partir du serbo-croate.

Cependant, la nouvelle réalité politique, économique, sociale et culturelle du Kosovo, comme pays indépendant et sous l'administration des Nations Unies, a créé une dépendance à la traduction et à l'interprétation des langues européennes et autres. Ses nouvelles institutions, du gouvernement au parlement et aux ministères (au nombre de 15), en passant par les municipalités (au nombre de 33 qui délivrent tous les documents civils en trois langues), les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ont recours quotidiennement à la traduction et à l'interprétation pour communiquer et coopérer normalement et correctement avec les administrations et les agences internationales qui sont présentes au Kosovo et le resteront encore longtemps, faisant ainsi partie intégrante de sa réalité, ainsi qu'avec leurs nombreux partenaires étrangers.

Au-delà de la période actuelle, les défis de l'intégration européenne et le futur développement des relations internationales ajoutent encore au besoin pressant de services professionnels de traduction et d'interprétation dans cette période de transformation de la région et de construction d'un nouvel avenir régional, européen et mondial.

L'interprétation et la traduction sont nécessaires dans les secteurs principaux suivants :

- Système législatif : toutes les lois, anciennes et nouvelles (des milliers de pages) doivent être traduites dans trois différentes langues au minimum (EU ou langues locales). La traduction – d'une langue de départ vers au moins deux langues d'arrivée et vice versa – est nécessaire à toutes les étapes du processus, depuis la première rédaction d'une loi jusqu'à sa promulgation. Des experts locaux et internationaux coopèrent tout au long du processus, en tant que membres à part entière des institutions ou en tant que consultants, pour assurer au texte final une conformité parfaite avec les standards européens et internationaux.
- Comme pour l'Albanie, les règlements et standards de l'Union européenne doivent également être traduits pour la population locale (en deux langues ou plus).
- Les médias dépendent largement de la traduction/interprétation (les conférences et les communiqués de presse sont faits en plusieurs langues, de nombreux programmes étrangers sont sous-titrés).
- L'éducation : la nécessité de bénéficier des pratiques et des savoirs d'autres pays, l'échange d'expériences ne peut se faire que grâce à la traduction et à l'interprétation. De nombreux manuels et autres outils pédagogiques doivent donc être traduits.
- Les lecteurs albanais, en particulier les jeunes, doivent réintégrer la communauté européenne et mondiale du livre grâce aux traductions d'édition dans tous les domaines.

On peut donc dire que des services de qualité en traduction et interprétation sont nécessaires à chaque instant dans tous les domaines et qu'un nombre grandissant de personnes pratiquent ces activités. Cependant, très peu de ces traducteurs et interprètes sur le marché ont bénéficié d'une formation convenable. Beaucoup d'entre eux ont eu une formation ou un métier qui ne les préparait nullement à un tel travail.

Il est évident que si la connaissance d'une langue est nécessaire à la pratique de la traduction/interprétation, elle ne saurait être une condition suffisante. Le manque de formation a engendré de nombreux problèmes dans les services assurés par les interprètes/traducteurs improvisés. Il n'est pas rare de voir le travail du parlement ou la promulgation d'une loi ralentis,

voire stoppés pour défaut de traduction ou d'interprétation. L'intense coopération des autorités et des institutions en devenir du Kosovo avec nombre de partenaires étrangers, les échanges permanents d'experts, la venue fréquente de délégations étrangères requerraient un contingent important de bons professionnels.

Malheureusement, il n'existe à l'heure actuelle aucune formation adéquate, ni à l'Université de Pristina ni dans les autres institutions publiques ou privées du Kosovo. Les chaires de langues de l'université de Pristina forment par tradition des enseignants de langues étrangères ou des chercheurs. Comme par le passé, la faculté des Lettres propose dans ses chaires de langues et de littérature certains modules de traduction, dont les programmes sont limités à la théorie de la traduction, mais aucune formation en interprétation n'existe, ni dans le privé ni dans le public. Aucune formation professionnelle ou continue n'a été mise en place jusqu'à présent pour ceux qui pratiquent déjà le métier sans avoir été formés.

De plus, les difficultés que l'Université de Pristina a rencontrées sous le régime de Milosevic et l'isolement que le système d'éducation supérieure a connu pendant une dizaine d'années ont eu des effets néfastes sur la qualité de l'enseignement. La survie de l'enseignement supérieur en albanais ayant été la première des priorités, la qualité, la recherche scientifique, les services sociaux, les liens avec l'économie ou la formation des cadres sont restés des préoccupations marginales.

Après la période d'isolement et de stagnation du Kosovo dans les années 1990, la présence de l'administration de l'ONU, de l'UE et de nombreuses organisations internationales après 1999, ainsi que l'ouverture du Kosovo et ses échanges grandissants avec l'Europe et le reste du monde ont démontré durant ces dernières années le manque criant d'un corps professionnel de traducteurs et d'interprètes. Tous les acteurs de la société en ont souffert dans

leurs activités et ont manifesté leurs insatisfactions. Souvent ce sont des Albanais qui ont reçu une formation à l'Université de Tirana ou qui ont été formés sur le tas à Tirana, qui se sont installés au Kosovo pour y travailler comme interprètes.

Macédoine

Dans l'ex-République yougoslave de la Macédoine, l'albanais est parlé par 30 % de la population et la loi le reconnaît comme langue officielle même si cette loi n'est pas systématiquement appliquée. Le tableau de la traduction et de l'interprétation depuis ou vers l'albanais ressemble beaucoup à celui du Kosovo et aucune formule de formation n'a jamais été mise en place alors que l'Université de Skopje offre déjà une formation en traduction et interprétation pour ceux qui parlent la langue macédonienne.

Après cet aperçu la moindre des choses que l'on puisse dire est qu'une formation en traduction et interprétation permettant de former des professionnels de qualité est plus que nécessaire.

Dans ce contexte, nous avons pris conscience de la nécessité de la formation spécifique en traduction et en interprétation professionnelle au sein de la Faculté des Langues étrangères de l'Université de Tirana. Il y a 8 ans, après de multiples efforts auprès de l'administration albanaise de l'Éducation, nous avons pu créer une filière traduction-interprétation où nous avons conçu l'apprentissage de l'interprétation comme un processus complexe: outre l'assimilation des techniques propres à cette discipline, nous sommes également amenés à produire un effort continu pour améliorer le niveau linguistique et élargir la culture générale des étudiants.

Tout en étant conscients des limites de ce tableau: niveau universitaire au lieu de postuniversitaire, performances linguistiques parfois déficientes, séances disponibles limitées,

manque d'expérience d'enseignement, nous considérons, que c'était quand même un premier pas qui grâce à une bonne volonté devrait conduire à de meilleurs résultats.

À ce jour, cela se traduit pour la licence en deux ans avec un tronc commun et une troisième année d'introduction en traduction et interprétation. Ensuite c'est le Master en traduction et en interprétation de deux ans pendant lequel on offrira aux étudiants une formation professionnalisant.

Ce projet vient de démarrer tout en essayant d'intégrer en même temps le nouveau système du processus de Bologne et de s'orienter de plus en plus vers les besoins du marché du travail. Il ne se met pas en place sans difficulté, car la tendance à la formation classique en linguistique générale et en littérature qui caractérise les facultés des langues, bloque parfois les mutations vers les formations à vocation professionnalisante.

D'autre part, tous se rendent compte que les études de langues étrangères ne mènent pas systématiquement au métier de *prof* ! Et que les étudiants peuvent et doivent espérer d'autres débouchés. À commencer par la traduction et l'interprétation, capables d'évoluer dans un contexte international dont le besoin criant est à ce jour évident.

Évidemment, des questions essentielles se posent :

1. Quels débouchés pour les professionnels des langues ?
 - les métiers directement liés aux langues : interprète, traducteur...
 - les métiers où les langues sont un outil de communication à l'international : commercial, export, marketing, ressources humaines, finance, ...
2. Comment aider les étudiants à mettre en œuvre un projet professionnel ?
 - quel statut adopter : salarié ou indépendant (ex. : traducteur free-lance)
 - d'où la nécessité d'acquérir des compétences complémentaires par le biais des Masters spécialisés
 - d'où l'importance d'un stage de fin d'études pertinent pour s'insérer professionnellement, ce qui reste toujours difficile dans nos pays...

C'est évidemment une philosophie qui s'inscrit aussi dans la perspective de l'intégration des pays de la région dans l'Union européenne afin que les jeunes traducteurs-interprètes que

nous formons soient capables de satisfaire pleinement aux critères exigeants de ce métier. Dans ce cadre, nous essayons de développer un partenariat important dans l'espoir d'assurer un label de qualité à notre formation.

Il est évident que mettre sur pied une formation universitaire de premier et deuxième cycle, ayant pour objectif le mariage de l'esprit intellectuel et de l'insertion professionnelle, c'est le défi de notre Université. C'est une expérience parmi d'autres.